Insee Conjoncture
Île-de-France
N° 16
Juillet 2017

L'emploi salarié marchand en forte hausse au premier trimestre 2017

Au premier trimestre 2017, l'emploi salarié marchand francilien continue de progresser (+ 0,9 %) et enregistre sa plus forte évolution depuis 2001. En glissement annuel, cette croissance (+ 2,0 %) est principalement portée par les activités des services administratifs et de soutien et les activités informatiques. Le taux de chômage francilien diminue au premier trimestre et s'établit à 8,5 %. Les créations d'entreprises des cinq premiers mois de l'année sont nettement plus nombreuses que celles de la même période de l'année précédente. L'activité reste dynamique dans la construction et se traduit par des créations d'emplois. La fréquentation hôtelière d'avril 2017 rebondit, dépassant son niveau d'avril 2015.

Sabrina Abdelmalek, Michèle Debosque, Denis Rabadeux, Insee Île-de-France

Rédaction achevée le 28 juin 2017

Hausse historique de l'emploi salarié marchand au premier trimestre 2017

Avec 38 100 emplois supplémentaires par rapport au trimestre précédent, l'emploi salarié marchand progresse fortement en Île-de-France au premier trimestre 2017 (+ 0,9 %) *(figure 1)*. Cette hausse, inédite depuis 2001, est plus marquée dans la région qu'en France métropolitaine (+ 0,5 %).

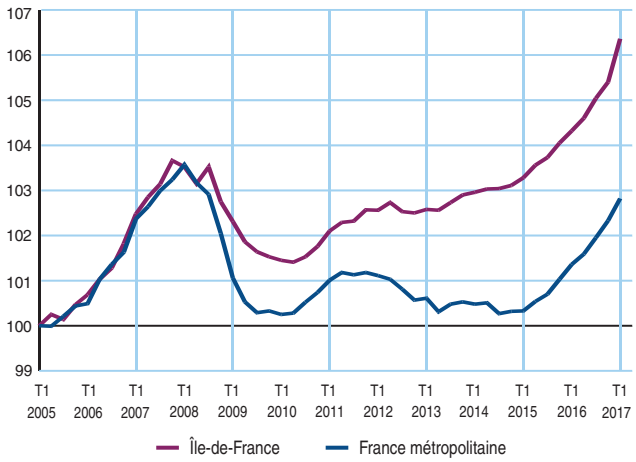
En un an, elle atteint 2,0 % (soit 80 900 emplois supplémentaires) contre + 1,4 % en France métropolitaine (225 600 emplois supplémentaires). Au sein de la région, cette dynamique de l'emploi est particulièrement perceptible à Paris (+ 2,8 % en un an), en Seine-et-Marne (+ 2,5 %), dans l'Essonne (+ 2,4 %) et le Val-d'Oise (+ 2,0 %). Elle est en revanche plus faible dans les autres départements franciliens, en particulier dans les Yvelines (+ 1,0 %).

Au premier trimestre 2017, l'intérim a gagné 13 300 emplois dans la région par rapport au trimestre précédent (+ 13,3 %), soit une croissance beaucoup plus rapide qu'au niveau national (+ 2,4 %). En un an, ce secteur a ainsi gagné 25 700 postes supplémentaires (+ 29,3 %) dans la région.

En Île-de-France, le secteur tertiaire marchand hors intérim, qui représente 80 % de l'emploi salarié tertiaire marchand total de la région, progresse davantage qu'au cours des trimestres précédents. Environ 22 000 postes supplémentaires y sont créés au premier trimestre 2017 (+ 0,7 %) *(figure 2)*, et 54 100 en un an (+ 1,6 %). Cette progression s'observe notamment dans le secteur de l'information et la communication (10 300 postes supplémentaires en un an, soit + 2,7 % par rapport à 2016) et l'hébergement et la restauration (+ 2,5 %, soit environ 7 500 postes supplémentaires en un an). Les services aux entreprises et les autres activités de services enregistrent une hausse

1 Évolution de l'emploi salarié marchand

Données cvs - indice base 100 au 1er trimestre 2005



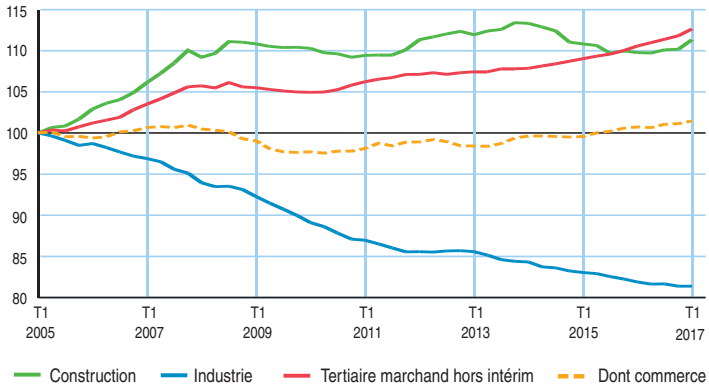
Champ : ensemble des secteurs hors agriculture, administration, éducation, santé et action sociale et salariés des particuliers employeurs.

Source : Insee, estimations d'emploi.

Insee

2 Évolution de l'emploi salarié marchand par secteur en Île-de-France

Données cvs - indice base 100 au 1er trimestre 2005



Champ : ensemble des secteurs hors agriculture, administration, éducation, santé et action sociale et salariés des particuliers employeurs.

Source : Insee, estimations d'emploi - données provisoires pour le quatrième trimestre 2016.

Avertissement - À partir des résultats du premier trimestre 2017, les estimations trimestrielles d'emploi localisées commentées dans les notes de conjoncture régionale sont réalisées en partenariat avec l'Acoss et les Urssaf ainsi que la Dares, afin d'assurer une plus grande cohérence des messages et de les rendre plus lisibles. Les niveaux d'emploi restent issus des estimations annuelles d'emploi produites par l'Insee. À ces niveaux d'emploi de référence, sont appliqués des taux d'évolution trimestriels élaborés par l'Acoss et les Urssaf sur le champ privé hors intérim, et la Dares sur l'intérim. La synthèse de l'ensemble des éléments est assurée par l'Insee. Parallèlement aux publications régionales de l'Insee, les Urssaf publient des StatUr sur les effectifs salariés, la masse salariale et le salaire moyen par tête. Les niveaux publiés dans ces deux publications sont différents (emploi en personnes physiques pour l'Insee contre nombre de postes pour les Urssaf).
Sur le champ commun, les taux d'évolutions corrigés des variations saisonnières peuvent différer légèrement sur les échelons agrégés présentés dans les notes de conjoncture et les StatUr, compte tenu d'effets de composition liés aux écarts de niveaux.
Par ailleurs, l'introduction de la Déclaration sociale nominative (DSN) en remplacement du bordereau récapitulatif de cotisations (BRC) peut transitoirement affecter les comportements déclaratifs des entreprises.
Ces modifications sont susceptibles de générer des révisions accrues sur les données.

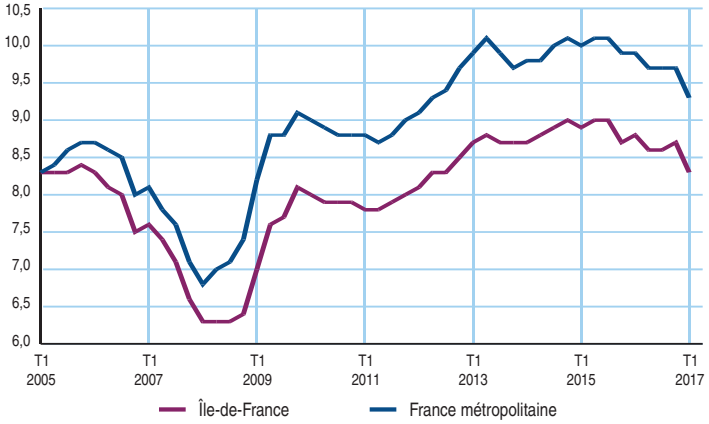
de 2,1 % soit respectivement 19 400 et 5 200 postes supplémentaires. Au premier trimestre 2017, les créations d'emploi dans le commerce progressent par rapport au trimestre précédent (+ 2 200, soit + 0,3 %).

Après avoir renoué avec des créations d'emplois depuis le troisième trimestre 2016, le secteur de la construction a confirmé son dynamisme au premier trimestre 2017 (2 800 postes supplémentaires, soit + 1,1 %). En un an, le gain est de 3 800 postes, soit une hausse de 1,4 %.

Enfin, après une longue période orientée à la baisse, l'emploi se stabilise ce trimestre dans l'industrie francilienne.

3 Taux de chômage

Données en moyenne trimestrielle et corrigées des variations saisonnières (en %)



Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisés.

La baisse du taux de chômage s'accentue au premier trimestre 2017

Le taux de chômage francilien poursuit sa baisse au premier trimestre 2017 (- 0,4 point), s'établissant à 8,3 % de la population active *(figure 3)*. En France métropolitaine, il recule également de 0,4 point et atteint 9,3 %. En un an, le taux de chômage a reculé de 0,5 point dans la région et de 0,6 point en France métropolitaine. Au premier trimestre 2017, il diminue dans tous les départements franciliens : de 0,4 point à Paris, en Seine-et-Marne et dans le Val-d'Oise, et de 0,3 point dans quatre autres départements franciliens (le Val-de-Marne, les Yvelines, l'Essonne et les Hauts-de-Seine). La baisse la plus significative s'observe en Seine-Saint-Denis (- 0,6 point ce trimestre, - 0,8 point en un an). Ce département reste cependant celui ayant le taux de chômage le plus élevé (12,1 %) et les Yvelines celui où le taux est le plus faible (7,1 %).

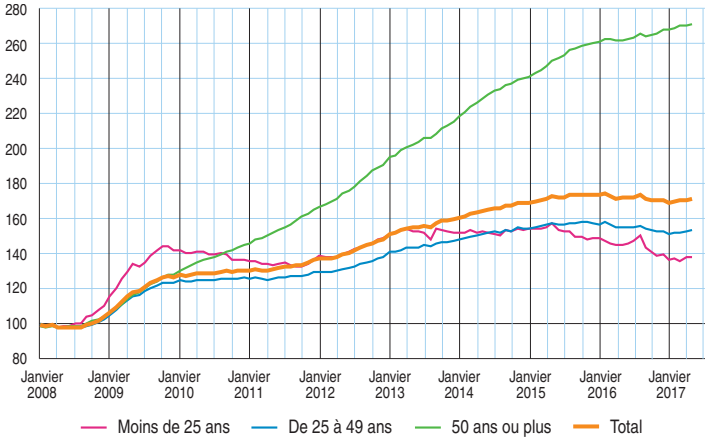
Demande d'emploi en hausse de 1 % sur le trimestre

Parallèlement, cette baisse du taux de chômage s'accompagne pourtant d'une hausse du nombre de demandeurs inscrits à Pôle emploi, certaines personnes inactives ayant pu se positionner sur le marché du travail.

Fin mai, le nombre de demandeurs d'emploi franciliens (catégories A, B et C) atteint 977 970 personnes. Il progresse de 1,1 % sur les trois derniers mois, à un rythme proche de celui du niveau national (+ 0,8 %). Pour la catégorie A (669 250 personnes n'ayant pas travaillé le mois précédent), la hausse de la demande d'emploi en Île-de-France est similaire à celle de la France métropolitaine, respectivement + 1,0 % et + 0,9 %.

4 Évolution du nombre de demandeurs d'emploi franciliens

Données cvs - indices base 100 en avril 2008



Champ : demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits en fin de mois.

Source : Pôle emploi, Dares.

Sur cette même période, le nombre de demandeurs d'emploi augmente plus rapidement chez les femmes que chez les hommes (+ 1,4 % contre + 0,8 % sur trois mois en catégories A, B et C). Chez les jeunes, la demande d'emploi progresse également de 0,4 % en Île-de-France sur trois mois comme en France métropolitaine (+ 0,3 %), mais reste orientée à la baisse sur un an (- 2,8 %) *(figure 4)*. La situation ne s'améliore pas pour les seniors : le nombre des 50 ans ou plus inscrits en catégories A, B ou C progresse de 1,4 % par rapport au trimestre précédent et de 5,8 % en un an (+ 6,3 % en France métropolitaine). Enfin, le nombre de demandeurs d'emploi de longue durée (inscrits en catégories A, B ou C depuis un an ou plus) s'élève à 413 730 en Île-de-France, soit 42,2 % de l'ensemble des demandeurs d'emploi de ces catégories. Il a augmenté de 1,3 % sur le trimestre, mais a diminué de 1,7 % en un an.

Dynamisme des créations d'entreprises

De janvier à mai 2017, près de 74 000 entreprises ont été créées dans la région, soit une hausse significative de 7,1 % par rapport à la même période un an plus tôt *(figure 5)*. Cette progression est moins forte au niveau national (+ 2,6 %). En Île-de-France, les créations d'entreprises

5 Créations d'entreprises dans la région Île-de-France

Créations d'entreprises	Janvier à mai 2017		Évolution en glissement annuel (en %)*		
	Total créations	Part des micro-entrepreneurs (en %)	Total créations	Micro-entrepreneurs	Créations hors micro-entrepreneurs
Industrie	1 799	33,5	1,3	-26,8	25,6
Construction	5 831	22,2	-1,9	-28,9	10,0
Commerce, transports, hébergement, restauration	22 351	40,6	7,5	13,2	3,9
Information et communication	5 951	45,9	4,2	1,4	6,7
Activités financières	2 166	17,1	5,8	8,5	5,2
Activités immobilières	2 087	20,5	3,5	13,9	1,2
Activités de services**	22 131	56,5	11,3	13,7	8,4
Enseignement, santé, action sociale	6 586	63,2	10,3	12,4	6,9
Autres activités de services	4 774	64,2	2,3	-0,7	8,1
Total Île-de-France	**73 676**	**46,4**	**7,1**	**7,4**	**6,8**
Total France métropolitaine	**243 399**	**39,9**	**2,6**	**-0,6**	**4,8**

* Évolution du cumul de janvier à mai 2017 par rapport au même cumul 12 mois auparavant.

** Activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien (niveau A10, NAF rév 2).

Champ : activités marchandes hors agriculture.

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements.

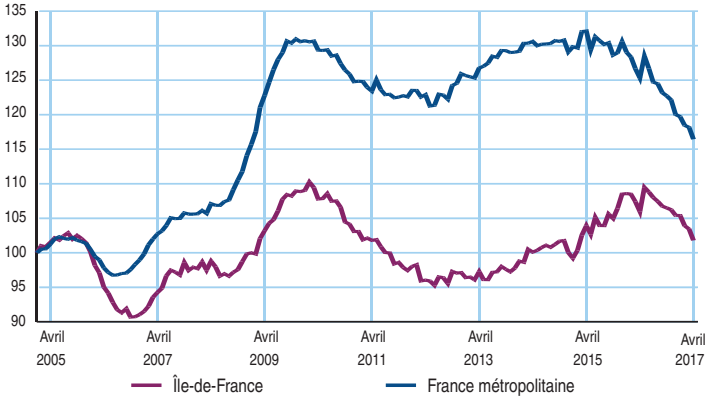
sont aussi soutenues pour le régime de l'auto-entrepreneur que pour les créations classiques (respectivement + 7,4 % et + 6,8 %), alors qu'en France métropolitaine les créations marquent le pas auprès des micro-entrepreneurs (- 0,6 %). Au sein des créations, la part des immatriculations sous le régime de micro-entrepreneur est cependant toujours minoritaire (46,4 % en Île-de-France).

Le secteur regroupant les activités spécialisées, scientifiques et techniques et les activités de services administratifs et de soutien est le plus dynamique : un peu plus de 22 000 entreprises y ont été créées au cours des cinq premiers mois de l'année, soit + 11,3 % par rapport à la même période un an auparavant. Le secteur de l'enseignement, de la santé et de l'action sociale progresse lui aussi vigoureusement (+ 10,3 %). La vitalité des secteurs liés au commerce, aux transports, à l'hébergement et à la restauration ne se dément pas (+ 7,5 % dans la région), tout comme ce qui relève des activités financières et de l'information et la communication. Dans la construction, les créations se replient à peine (- 1,9 %), essentiellement du fait de l'effondrement des créations d'entreprises sous la forme du micro-entrepreunariat (- 28,9 %). Les créations classiques dans ce secteur sont a contrario en nette hausse (+ 10,0 %). Les créations dans l'industrie, qui représentent à peine 2,5 % des créations totales, augmentent très légèrement (+ 1,3 %).

Après une année de baisse, le nombre de défaillances d'entreprises - en cumul annuel - s'est stabilisé en Île-de-France à la fin du mois d'avril 2017 par rapport à avril 2016 (+ 0,1 %), tandis qu'il a diminué en France métropolitaine (- 5,5 %) *(figure 6)*. Le niveau des défaillances reste élevé puisqu'il est comparable à celui des années 2009-2010. Les secteurs du transport et de l'entreposage, puis des activités immobilières, sont les plus touchés (respectivement + 17,7 % et + 5,7 %). À l'inverse, les secteurs des activités financières et d'assurance (- 8,1 %) et de l'enseignement, santé humaine, action sociale et services aux ménages (- 6,1 %) résistent mieux.

6 Défaillances d'entreprises

Nombre de défaillances d'entreprises par date de jugement, indice base 100 en janvier 2005

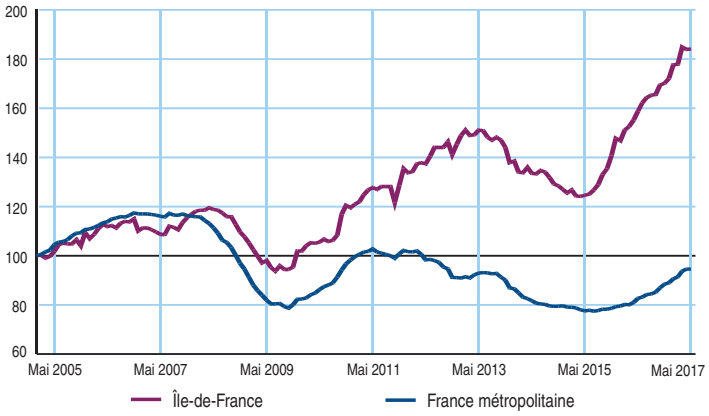


Cumul brut glissant sur douze mois.

Source : Fiben Banque de France.

7 Évolution du nombre de logements commencés

Indice base 100 en janvier 2005



Cumul sur 12 mois.

Source : SOeS - base de données Sit@del2.

La construction de logements confirme son dynamisme

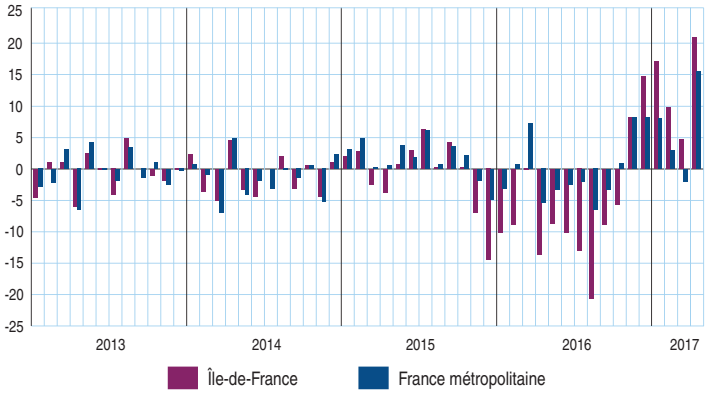
Dans le secteur de la construction, le regain d'activité se confirme en Île-de-France. Fin mai 2017, le nombre de logements autorisés à être construits dans la région est en hausse sensible : + 19,0 % au cours des douze derniers mois, contre + 12,9 % au niveau national. Cela correspond à 97 300 logements contre 80 900 un an auparavant. Le nombre de logements dont la construction a commencé au cours des douze derniers mois progresse également dans la région (+ 15,9 % et + 14,4 % en France métropolitaine par rapport aux douze mois précédents). Ainsi, 76 400 logements ont été mis en chantier au cours de cette période contre 65 600 sur les douze mois précédents *(figure 7)*.

Fin mai 2017, les surfaces de plancher des locaux autorisés à la construction (en milliers de m²) sont en hausse en Île-de-France (+ 9,2 %) par rapport aux douze mois précédents, presque trois fois plus qu'en France métropolitaine (+ 2,8 %). La surface des locaux dont la construction a débuté augmente également (+ 12,8 % par rapport aux douze mois précédents) à un rythme nettement plus élevé qu'au niveau national (+ 0,6 %).

Enfin, dans la région, les ventes de logements neufs progressent au premier trimestre 2017 par rapport au même trimestre de 2016 (+ 7,1 %). Cette augmentation, la plus faible depuis deux ans, est inférieure à celle observée au niveau national (+ 8,1 %). Les prix de vente de logements neufs au m² ont augmenté dans la région par rapport au premier trimestre 2016 (+ 2,2 %), plus rapidement que par rapport au trimestre précédent (+ 0,4 %).

8 Évolution du nombre de nuitées hôtelières

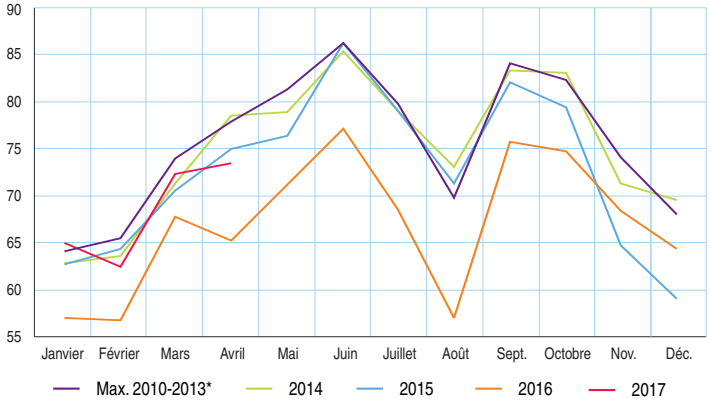
Évolution du nombre de nuitées hôtelières du mois de l'année n par rapport au même mois de l'année précédente (en %)



Source : Insee, DGE, Comité régional du tourisme, enquête de fréquentation hôtelière.

9 Évolution du taux d'occupation des hôtels franciliens

En %



* Fréquentation maximale observée sur la période 2011-2013.

Source : Insee, DGE, Comité régional du tourisme, enquête de fréquentation hôtelière.

Nette reprise de l'activité hôtelière

Après une année 2016 très affectée par les attentats de novembre 2015, l'activité hôtelière de la région reprend de la vigueur au cours des quatre premiers mois de l'année 2017 : depuis janvier, le nombre de nuitées enregistrées dans les hôtels franciliens a non seulement compensé le très net déficit constaté en 2016 pour ces quatre mêmes mois, mais aussi dépassé le niveau d'il y a deux ans. Ce regain d'attrait pour la région représente environ 400 000 nuitées supplémentaires (+ 2,0 % par rapport à 2015). L'amélioration est davantage portée par la clientèle étrangère (+ 3,3 %) que par la clientèle française (+ 0,6 % de nuitées à fin avril 2017 par rapport à il y a deux ans). L'évolution mensuelle est assez erratique pour la clientèle française alors que la clientèle étrangère est venue chaque mois plus nombreuse qu'en 2015 *(figure 8)*. La capitale, à elle seule, a enregistré 136 000 nuitées de plus (+ 1,3 %) grâce à la clientèle française plus présente (+ 5,9 % contre - 1,2 % pour la clientèle étrangère). Les taux d'occupation des hôtels sont supérieurs à ceux de l'an passé pour chacun des quatre premiers mois de l'année, et assez proches de ceux de 2015 *(figure 9)*.

La fréquentation des Européens s'est affaissée d'environ 430 000 nuitées par rapport à il y a deux ans (- 7,4 %), les Italiens (- 180 000 nuitées, soit - 26,4 %) et les Britanniques (- 205 000 nuitées, soit - 13,0 %) contribuant fortement à ce repli. En revanche, le regain d'intérêt des touristes américains pour l'Île-de-France est significatif (+ 346 000 nuitées, soit + 28,4 % pour les quatre mois par rapport à 2015), en particulier grâce à un bon mois d'avril (+ 207 000 nuitées, soit + 45,4 %). Ils ont notamment séjourné plus fréquemment en dehors de la capitale. Du côté des Asiatiques, la hausse de fréquentation de la clientèle chinoise est compensée par la baisse de celle des Japonais (+ 100 000 nuitées pour les premiers, soit + 17,7 %, et - 110 000 pour les seconds, soit - 24,7 %). ■

Contexte national
La croissance française s'est élevée d'un cran depuis le quatrième trimestre 2016

En France, la croissance est restée solide début 2017, sur un rythme de + 0,4 % à + 0,5 % depuis fin 2016. L'investissement des entreprises a vivement accéléré mais les exportations se sont nettement repliées et la consommation des ménages a marqué le pas. Dans le même temps, l'emploi salarié marchand a de nouveau solidement progressé (+ 76 000 après + 60 000 fin 2016) et le taux de chômage a nettement diminué (- 0,4 point à 9,6 %). En mai, le climat des affaires dans l'industrie en France est au plus haut depuis mi-2011. Au total, le PIB progresserait de nouveau solidement jusque fin 2017 (+ 0,5 % aux deuxième et troisième trimestres, + 0,4 % au quatrième) et s'élèverait de 1,6 % sur l'année, une croissance inédite depuis 2011. L'emploi resterait dynamique et le taux de chômage baisserait de nouveau, pour s'établir à 9,4 % fin 2017.

Contexte international
Dans la zone euro, le climat des affaires est au printemps 2017 au plus haut depuis dix ans

Au premier trimestre 2017, la croissance des économies avancées s'est un peu infléchie (+ 0,4 % après + 0,5 %), en particulier aux États-Unis (+ 0,3 % après + 0,5 %) et au Royaume-Uni (+ 0,2 % après + 0,7 %). Dans la zone euro, la croissance s'est légèrement élevée (+ 0,6 % après + 0,5 %), en particulier en Allemagne (+ 0,6 % après + 0,4 %). Le climat des affaires reste bien orienté dans les économies avancées et la croissance y resterait solide. La conjoncture est aussi favorable dans les économies émergentes. En conséquence le commerce mondial accélérerait vigoureusement en 2017 (+ 5,9 %, ce qui serait la plus forte croissance depuis 2011), sous l'impulsion des économies émergentes et des États-Unis. Dans la zone euro, la croissance continuerait de s'élever à petits pas en 2017 (+ 1,8 % après + 1,6 % en 2016 et + 1,4 % en 2015). La consommation résisterait au ralentissement du pouvoir d'achat car les ménages réduiraient leur épargne de précaution, en particulier en Italie et en Espagne.

Insee Île-de-France
1 rue Stephenson
78188 Saint-Quentin-en-Yvelines cedex

Directrice de la publication :
Marie-Christine Parent
Rédactrice en chef :
Christèle Rannou-Heim

ISSN 2416-8637
© Insee 2017

Pour en savoir plus

- « Croissance solide », *Insee Conjoncture - note de conjoncture*, juin 2017.
- « Bilan économique Île-de-France 2016 - La reprise économique se poursuit en Île-de-France en 2016 », *Insee Conjoncture Île-de-France* n° 15, mai 2017.
- Aucouturier A.-L., Rabadeux D., « L'activité économique francilienne continue de s'améliorer », *Insee Conjoncture Île-de-France* n° 14, avril 2017.

Insee
Mesurer pour comprendre